



Les Carnets des Dialogues du Matin

JEAN-LUC DOMENACH

L'avenir de la puissance chinoise

Les Carnets des Dialogues du Matin

JEAN-LUC DOMENACH

L'avenir de la puissance chinoise

Sommaire

Avant-propos Jean-Claude Seys	p. 5
L'avenir de la puissance chinoise Jean-Luc Domenach	p. 7
Les publications de l'Institut Diderot	p. 29

Avant-propos

La Chine fascine, non seulement en raison de ses dimensions, de la profondeur de son histoire, de l'ancienneté de sa culture, mais aussi parce qu'elle offre le spectacle de l'histoire en marche. Nulle part ailleurs il ne s'est passé, autant de choses en l'espace d'une vie humaine.

Ce spectacle met en scène l'importance de la gouvernance sur le destin d'un peuple.

Bien souvent, ailleurs, les dirigeants peuvent présenter l'état de leur pays comme le résultat de l'histoire, à la fois quant à la situation à leur accession au pouvoir et aux forces qui en contraignent l'évolution sous leur direction.

La Chine démontre le contraire !

La révolution culturelle date de 40 ans. Les grandes caractéristiques du pays n'ont pas changé : le territoire et ses ressources, la puissance démographique, même si le vieillissement commence à peser sur son dynamisme, l'héritage de millénaires d'histoire et de culture, l'énergie d'un peuple industrieux. Mais la volonté politique, au-delà d'une idéologie de référence et d'une organisation politique restées sensiblement identiques, a connu une évolution qui a provoqué un véritable bouleversement de sa situation économique et géostratégique et, par voie de conséquence, du sort de ses habitants.

La révolution culturelle a entraîné une régression économique et culturelle du pays, jusqu'à faire réapparaître le spectre de la famine.

Désormais, la Chine prétend partager le leadership du monde. Ses produits envahissent les marchés mondiaux,

le niveau de vie de ses habitants s'améliore, ses capitales rivalisent d'audaces architecturales avec les villes les plus modernes, elle est le banquier des États-Unis et négocie sa participation au sauvetage de l'Euro.

Ces succès résultent de la coexistence d'une gouvernance politique ferme et centralisée, autour du PCC avec une libéralisation très large du champ économique qui a permis de mobiliser énergies et talents autour de la croissance économique et de la reconquête de son rang de grande puissance.

Des résultats acquis si rapidement sont-ils durables ? Jean-Luc Domenach pointe les faiblesses du modèle : la voie du rattrapage par rapport à l'Occident était balisée, celle de l'avenir reste à inventer, pour la Chine comme pour ses concurrents, en fonction tant des évolutions déjà enregistrées que des défis démographiques et écologiques nouveaux qui se posent à l'ensemble du monde.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

L'avenir de la puissance chinoise

De sa fondation en 1949 à la mort de Mao en 1976, la Chine populaire a fondé sa puissance sur ses armées et sur le contrôle de sa population car son développement économique était réduit et involutif. Cette puissance était essentiellement défensive, elle n'exerçait d'effets que dans sa région et n'a commencé à peser sur l'équilibre mondial des forces qu'après l'éclatement en 1969 du conflit soviétique.

La situation a bien changé depuis et la puissance chinoise a beaucoup augmenté dans les trois décennies qui ont suivi le retour au pouvoir de Deng Xiaoping en 1979 et surtout à partir de l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001. En effet, la priorité a été donnée au développement économique, et la terreur politique réduite aux impératifs de la conservation du pouvoir. Le résultat a été excellent. Adoptant les modèles expérimentés par le Japon et ses émules asiatiques et donnant successivement la priorité à la reconstruction intérieure puis au commerce extérieur, l'économie chinoise a réussi une performance moyenne d'une croissance de son PNB de plus de 9 % par an.

Ce remarquable succès s'est appuyé sur une ouverture commerciale et technologique à l'ensemble du monde et a permis l'édification d'une politique de puissance de moins en moins exclusivement militaro-politique qui impliquait de plus en plus des préoccupations économiques. Cette

politique s’inscrivait habilement dans la redéfinition des relations internationales depuis la fin de la guerre froide, c’est-à-dire dans une mondialisation de plus en plus étendue d’échanges aux contenus économiques renforcés. D’emblée, cependant, cette mondialisation économique a également montré ses dangers, et ce fut la crise asiatique de 1996, à laquelle la Chine échappa surtout parce que son économie était encore assez protégée. Mais la protection de son commerce disparut largement dans la décennie suivante, car la Chine s’engagea complètement dans les échanges mondiaux, avec des succès qui augmentaient son poids international. Le dynamisme économique devenait progressivement pour Pékin non seulement une nécessité de politique intérieure, mais également un instrument de politique extérieure. A la veille de la crise financière de 2008, la question de la puissance chinoise était déjà devenue une question largement économique.

CHINA NUMBER TWO !

Aussi, quand la crise financière née en septembre 2008 aux États-Unis atteignit la Chine, les craintes furent très vives à Pékin. Elles parurent confirmées par ses effets sur les économies les plus développées du monde actuel, États-Unis, Europe et Japon. Leur taux de croissance a diminué jusqu’à friser la stagnation, et la situation financière de plus en plus difficile de leurs États suscite depuis de graves turbulences dans les marchés financiers. En revanche, la crise mondiale a mis en évidence la santé comparativement beaucoup plus vigoureuse de l’économie chinoise. Celle-ci était relativement protégée par la fermeture de ses marchés financiers et par sa capacité de contrôler les informations qu’elle recevait et celles qu’elle

donnait. L'hiver 2008-2009 et le printemps suivant furent certes difficiles pour elle car les commandes et les investissements occidentaux chutaient et de nombreuses usines durent fermer sur les côtes. Dans l'été encore, le rythme de croissance diminua jusqu'à descendre en dessous de 6 %, mais les autorités réagirent en allongeant autant que possible les congés de Nouvel An puis en facilitant la réinstallation de nombreux ouvriers migrants dans leurs villages d'origine.

Surtout, elles lancèrent très tôt un programme de relance massif qui allait au plus pressé - programmes immobiliers géants, grands travaux d'équipement... - et qui favorisait à la fois les grandes entreprises d'État et les provinces du centre et de l'ouest du pays. Au total, des sommes équivalentes à environ 40 % du PIB furent ainsi injectées dans l'économie durant l'hiver 2008-2009 par les autorités centrales, provinciales et locales, et la masse monétaire chinoise aurait été multipliée par 2,6 dans les quatre dernières années¹. Ce faisant, les mêmes autorités chinoises passaient outre les inquiétudes de leurs économistes qui regrettaien le privilège des entreprises d'État et la relative négligence de l'économie verte et qui signalaient le danger d'aggraver les surcapacités. L'un d'entre eux, Yu Yongding, que l'on dit proche du Premier ministre Wen Jiabao, a montré une hardiesse particulière en publiant dans le *Financial Times* deux articles aux titres évocateurs². Mais il faut reconnaître

1. *LM* 29 février, 28 mai 2009, *SCMP* 18 février, 2 mars 2009, *NW* 29 juin 2009, *NYT* 23 octobre 2009, *La Croix* 4 juillet 2011, « L'arrogance chinoise », Erik Izraelewicz (2011) p. 39.

2. « China needs to stimulate reform, not only the economy », *Financial Times*, 26 août 2009 ; « China needs slower, better growth », *Financial Times*, 5 août 2010. Voir aussi la revue chinoise *Caijing* (Finances et économie) du 6 mars 2009.

que l'effet de cette relance a été spectaculaire dans un premier temps au moins. L'économie chinoise a rapidement repris sa course en avant : environ 8 % de croissance du PIB en 2009, 10,3 % en 2010 et probablement autour de 9 % en 2011³. Au passage, elle est devenue la troisième du monde grâce au ralentissement de l'économie japonaise. En trente ans, la production chinoise aura été multipliée par quinze ! Et, parmi les dix plus grandes entreprises du monde, quatre sont désormais chinoises⁴.

Sans doute beaucoup d'observateurs demeurent-ils inquiets des risques qui ont ainsi été encourus par les dirigeants de Pékin. L'inflation provoquée par l'augmentation brutale des liquidités disponibles atteint environ 6 % par an et est d'autant plus mal supportée par la population que le prix du porc (aliment essentiel à la cuisine chinoise) a augmenté de plus de 50 % et que l'immobilier flambe : dans les trente-cinq plus grandes villes, les prix ont triplé depuis dix ans...⁵ En outre, le surinvestissement provoqué par l'esprit de lucre des autorités de tous niveaux met en danger les finances de nombreuses localités. Au total, leur endettement atteindrait 25 % du PNB, et les mauvaises dettes du système bancaire, une somme bien plus importante encore. La province du Hubei, par exemple, a rendu public un programme d'investissement pour les cinq prochaines années de 1 800 milliards d'Euros ; soit...dix fois le montant de son PIB en 2009⁶.

A tort ou à raison, cependant, les observateurs demeurent

3. *LM* 14, 17 juillet 2011 ; *FT* 21 janvier 2011.

4. « L'arrogance chinoise », Erik Izraelewicz (2011) pp. 17 et 142.

5. *NW* 4 juillet 2011 ; *ALC* 1^{er} octobre 2010.

6. *The Economist*, 4 juin 2011 ; *LM* 22 juin 2010.

optimistes. Cet optimisme est un facteur de force supplémentaire pour une économie qui poursuit ainsi un cycle de trente années de croissance.

LES TEMPS CHANGENT

Pour autant, ce triomphe n'enlève rien aux immenses difficultés qui s'annonçaient dès avant ce triomphe inattendu⁷. Tout se passe même comme si les succès récents marquaient non seulement le sommet mais aussi le début de la fin d'une époque : celle d'une Chine économiquement exportatrice et socialement autoritaire. Car la même crise qui affaiblit ses rivaux la constraint de commencer à changer son mode de production, et ce changement lui-même modifiera de façon décisive son organisation sociale puis politique. Après avoir en quelques décennies parcouru l'histoire de l'économie de production, la Chine va entrer plus ou moins rapidement et plus ou moins complètement dans l'ère de l'économie de consommation, qui va être bien plus compliquée.

D'ores et déjà, les temps nouveaux se profilent. La crise mondiale réduit les commandes américaines, et le marché européen commence à se compliquer, car le déficit commercial pèse de plus en plus lourd : pour la première fois, au printemps 2011, des exportations chinoises ont été sanctionnées à cause des aides de l'État chinois⁸... L'extrême habileté de la politique chinoise en direction de l'Europe, et en particulier les relations très étroites désormais tissées avec l'Allemagne ont augmenté l'attraction

7. Voir Jean-Luc Domenach, *La Chine m'inquiète*, Perrin, 2008, 2^{ème} ed. 2009.

8. *FT* 16 mai 2011 ; *LM* 22 février 2011.

de la « richesse » chinoise dans un sous-continent frappé et divisé par la crise et valent à Pékin un rôle nouveau. Mais on peut douter que ces évolutions empêchent l'inéluctable, c'est-à-dire la formation d'une politique européenne quelque peu plus ferme en direction de Pékin. Au minimum, pour obtenir que l'Europe continue à se joindre aux protestations américaines contre la sous-évaluation de la monnaie chinoise et pour obtenir de nouvelles concessions commerciales, la Chine devra payer de plus en plus cher.

Dans le reste du monde, l'extraordinaire offensive commerciale chinoise construite dans les années 2000 se poursuit, mais elle n'a plus toujours le même dynamisme. Les avantages du « made in China » sont désormais connus, mais leurs inconvénients aussi : qualité souvent douteuse, mœurs commerciales contestables, négligence des attentes locales. En Afrique, par exemple, les intérêts chinois sont désormais solidement installés, mais il n'y a plus nulle part d'illusion, chacun sait bien que les Chinois travaillent seulement pour eux. Cette évolution provient d'un phénomène ambivalent : la Chine est désormais une très grande puissance, elle en a les avantages mais aussi de plus en plus d'inconvénients. Chacun sait qu'elle recherche des matières premières et des marchés, et qu'elle concurrence de façon profitable les intérêts occidentaux, mais que ses activités doivent être examinées de près.

Derrière cette normalisation de l'image chinoise se profile une vraie nouveauté : si désormais les produits chinois sont de meilleure qualité qu'auparavant, ils sont aussi plus chers ou moins rentables. En effet, la hausse des coûts de production déjà perceptible dans les années précédentes s'est confirmée. Le facteur le plus spectaculaire en est l'augmentation des salaires, qui s'est confirmée en 2009

et 2010 - certaines sources évoquent un rythme supérieur à 10 % par an depuis 2006⁹. Cette hausse est accélérée par un phénomène de plus en plus sensible : le manque de main-d'œuvre, qui s'explique à la fois par l'arrivée à maturité des générations issues du contrôle des naissances et le développement de certains zones rurales¹⁰. Mais ce sont plus généralement tous les coûts qui augmentent, rendant moins avantageux l'installation d'entreprises en Chine, et plus encore l'envoi d'expatriés désormais confrontés à des charges croissantes. Ces hausses contribuent au déplacement de nombreuses entreprises exportatrices chinoises ou étrangères soit dans la Chine de l'intérieur, soit dans les pays voisins, ou à leur automatisation¹¹.

Le résultat est donc que, s'il demeure puissant et très fortement à l'avantage de Pékin, le commerce extérieur commence à perdre de son importance. Sa contribution à la croissance chinoise aurait diminué de 3 % dès 2009 et la part de la consommation dans l'économie chinoise a cessé de diminuer pour se stabiliser aux environs de 35 % - chiffre comparativement très faible même s'il est probablement sous-évalué¹². L'automobile et le tourisme figurent parmi les vecteurs les plus voyants de la relance de la consommation dans les villes, où nombreux de commentateurs officiels discernent l'apparition d'une couche moyenne qui comprendrait aujourd'hui 230 millions de citadins¹³.

Avec beaucoup de réalisme, les autorités centrales ne se

9. *FT* 26-27 juin, 24 décembre 2010, 16 février 2011.

10. *IHT* 1^{er} mars et 30 novembre 2010.

11. Pour l'exemple spectaculaire de la firme taiwanaise Foxconn, voir *LM* 3 août 2011.

12. *LM* 23-24 janvier 2011.

13. *Beijing Review* 8 septembre 2011, p. 2.

contentent plus de soutenir leur commerce par d'incessantes et intelligentes manœuvres politico-commerciales comme celles qu'elles conduisant actuellement en Europe, et de soutenir de toutes les façons possibles la sous-évaluation de leur monnaie. Elles encouragent et accompagnent la mutation de leur économie en direction de la consommation.

A cet effet, elles livrent bataille sur deux points centraux. Le premier est celui des politiques sociales, seules capables d'apporter les premiers sous de la consommation, qui sont en train de passer du stade des essais à celui de la généralisation (mais à des niveaux encore réduits)¹⁴. Il faut y ajouter les mesures destinées à assouplir les échanges de terres à la campagne, qui ont déjà entraîné la revitalisation de certaines zones rurales.

Le deuxième point est celui des réformes de l'éducation et du système de santé ainsi que le lancement des programmes de logement social, qui conditionnent la réduction nécessaire du taux d'épargne démentiel - 45 % environ - auquel la population chinoise s'est astreinte. Mais les intérêts en jeu sont immenses, et les opposants possèdent des soutiens massifs dans l'appareil dirigeant de tous les niveaux. Des signes très clairs font voir les difficultés rencontrées : par exemple, le nombre croissant de riches Chinois qui vont se faire soigner ou même s'installer à l'étranger pour y bénéficier de soins fiables, et la hausse spectaculaire de nombreux écolages et des tarifs universitaires. Les réformes seront donc lentes et incomplètes.

14. Voir notamment le bilan présenté par Jean-Louis Rocca, « Sociologie de la Chine » (2010) pp. 48-50 et *FT* 9 février 2009, *Beijing Review* 2 juin, p. 6, et 7 juillet 2011, p. 2.

UNE SOCIÉTÉ MOINS DYNAMIQUE...

Mais les autorités maintiennent la pression et elle ont raison. Elles savent en effet que des évolutions de longue durée sont à l'œuvre, qui rendent inéluctable l'organisation d'une économie et d'une société différentes. Les unes sont de nature démographique. La population vieillit : la société chinoise sera une société vieillie avant d'être totalement développée. Les plus de 60 ans sont aujourd'hui 12 % de la population, ils en seront 17 % en 2020 et 23,4 % en 2030¹⁵. Dans le même temps, la proportion des jeunes diminue, et donc la main-d'œuvre disponible. D'autres évolutions sont sociales.

L'urbanisation s'accélère. La Chine possède deux cent-vingt villes de plus d'un million d'habitants et des métropoles gigantesques sont en voie de constitution autour de Pékin-Tientsin et de Canton : il va donc falloir organiser le vivre ensemble dans des cadres urbains nouveaux et immenses, dont le régime découvre seulement les dangers et les besoins¹⁶.

La psychologie sociale aussi évolue à une vitesse incroyable. Vivant plus tard mais souffrant de plus en plus souvent de solitude, les personnes âgées commencent à former une catégorie à problèmes, sans avoir encore les moyens suffisants pour se payer des loisirs. Les jeunes, de leur côté, changent vite : membres d'une génération d'enfants uniques, ils sont moins travailleurs et plus consommateurs, et attirés par de nouveaux loisirs, en partie inspirés de l'étranger ou en rapport avec lui : quarante millions d'entre eux pratiquent le piano, et les séjours universitaires et les

15. « L'arrogance chinoise », Erik Izraelewicz (2011) p. 182, AFP 1^{er} janvier et 14 janvier 2010.

16. « L'arrogance chinoise », Erik Izraelewicz (2011) pp. 199 et 199.

voyages à l'étranger font flores¹⁷. S'ils demandent encore le consentement de leurs parents pour se marier, ils divorcent beaucoup plus, près d'une fois sur cinq - le plus souvent sur la demande de la femme et pour des raisons d'argent¹⁸.

Ces évolutions ne sont pas anecdotiques. Elles désignent un phénomène fondamental qui influe inévitablement sur la conception que les autorités de Pékin peuvent avoir de la puissance. Cette conception a été jusqu'à présent très nationaliste et très exigeante aussi longtemps que la Chine était jeune et que la durée de vie demeurait faible. Dés lors que l'espérance de vie s'étend - elle dépasse aujourd'hui soixante-treize ans¹⁹ - et que le nombre des jeunes diminue, le travail perd de son avantage sur le loisir et la société chinoise devient plus réellement intéressée par l'étranger mais moins désireuse de s'affirmer contre lui et avant tout soucieuse de ses problèmes internes.

INÉGALITÉS ET JALOUSIES

Par-dessus tout, la plaie de la société chinoise contemporaine demeure l'inégalité, dont la perception universelle finit par brouiller dans l'opinion publique la perception des progrès enregistrés par le niveau de vie de l'ensemble de la population et par installer la jalousie au centre de la vie sociale. Additionné à la haine et au mépris que suscite une classe dirigeante jugée corrompue et incapable, ce sentiment explique que le même régime qui suscite aujourd'hui l'admiration ou la peur universelles

17. *IHT* 4-5 mai 2009, *NW* 31 août 2009.

18. *ALC* 24 juin, 15 décembre 2010.

19. *IHT* 20 novembre 2010.

inspire l'inquiétude ou la colère de la plupart de ses habitants. Parmi eux, le désir de l'étranger n'a que marginalement diminué, contrairement à ce que l'on croit en Occident : il y a toujours un Chinois rentrant au pays pour trois qui le quittent. Mais, alors que les jeunes s'expatrient moins, ce sont désormais de plus en plus des personnes d'âge mûr et des riches qui s'en vont, pour bénéficier d'un supplément de sécurité ou des systèmes de soin occidentaux.

Globalement, la jalousie sociale n'a fait qu'empirer depuis le déclenchement de la crise mondiale, et notamment depuis l'épisode difficile de l'hiver 2008-2009. Elle provient non seulement de ce que les situations concrètes sont très inégales, mais de ce que les inégalités sont à la fois visibles, intelligibles et débattues, car si la politique demeure interdite au populaire, la rumeur ravage les ruelles...

De fait, la société chinoise demeure divisée en castes et en classes géographiques et sociales qui sont animées d'un double mouvement d'ascension et de défense et qui, grâce à internet et à la télévision, possèdent de plus en plus d'informations mutuelles. En outre, ces inégalités possèdent toujours la même mesure : l'argent, qui demeure plus que jamais la valeur sociale suprême, au point de gouverner bien souvent les sentiments - un leitmotiv est qu'« il vaut mieux pleurer dans une BMW que rire à bicyclette » et que « sans appartement, il n'est pas d'amour possible »²⁰. Périodiquement, la société chinoise se penche en pleurant sur des excès qui recommencent sans cesse : ainsi, en octobre 2011, celui de ce camionneur qui choisit d'écraser une enfant qu'il venait de heurter car il pensait qu'ainsi

20. *IHT* 12 novembre 2010.

les frais d'hôpitaux seraient épargnés²¹...

Tout en haut, les riches font l'objet d'une attention à la fois admirative et jalouse. Ils n'ont jamais été si nombreux : 1,6 million en 2009, et probablement plus de quatre millions en 2015. Parmi eux, cent trente milliardaires en dollars, membres pour un tiers du PCC et presque tous munis de protections politiques, mais pas du tout intimidés par la « jet set » mondiale : au Bal des Débutantes de Paris, on comptait en novembre 2009 deux jeunes chinoises dont la petite fille de Jia Qinglin, un très haut dignitaire du PCC²². Ajoutons cependant que cette intégration est financièrement et peut-être politiquement dangereuse car beaucoup, et en particulier les plus riches, ont déménagé leur fortune (et parfois celle de leur entreprise) en même temps que leur identité. Que se passerait-il donc en cas de conflit international ?

La couche moyenne - très différenciée, car elle recouvre des situations qui vont des employés aux quasi-bourgeois - pose beaucoup moins de problèmes car elle veut simplement monter dans la société. A cet effet, elle place ses enfants uniques dans une course aux diplômes, aux stages et aux bons jobs qui ravage leur existence mais est un des facteurs de dynamisme les plus solides de la société chinoise. Ces jeunes Chinois sont sans doute moins ardents que leurs aînés, et politiquement plus rétifs, mais ils attendent que leur pays se crée et leur réserve une brillante place au soleil. Tout en bas, les cent soixante-dix millions de migrants venus de la campagne, discriminés mais ardents au travail, de plus en plus considérés par la fraction éclairée du pouvoir

21. *LM* 23-24 octobre 2011.

22. AFP, 27 novembre 2009 ; voir aussi *Libération*, 7 août 2009, AFP, 3 avril 2009, *Global Times*, 26 novembre 2009.

comme de futurs consommateurs, sont sans doute les seuls à attendre beaucoup des disciplines sociales²³.

Les choix économiques ne sont donc pas les seuls urgents. Il ne suffira pas de répondre à l'inévitable réduction du rôle du commerce extérieur en instituant les politiques sociales, utiles au passage à l'économie de consommation. On ne pourra pas non plus se contenter de réguler le mécontentement social en déclenchant des vagues de nationalisme contre le Japon, comme ce fut le cas plusieurs fois au cours des années deux mille. Il faudra aussi introduire dans la société plus d'équité et plus de sens pour la rendre moins conflictuelle.

LE DÉFI POLITIQUE

Cette double transition va constituer l'une des tâches majeures de la nouvelle direction politique que le XVIII^{ème} Congrès du Parti va nommer en octobre 2012 : alors commencera un processus de succession progressif, intelligent dans son principe mais propice aux conflits. L'expérience qui s'achève a été dans l'ensemble très positive. En effet, après une période initiale assez difficile, le président Hu Jintao et le Premier Ministre Wen Jiabao avaient dans l'ensemble remarquablement réussi. Ils avaient su prendre conseil auprès des meilleurs experts économiques, mais aussi décider de façon habile. Ils veillaient en effet à appuyer leur autorité sur tout ou partie des trois principales factions : l'une représentant la Chine des côtes, une autre celle de l'intérieur, et un « groupe charnière » constitué par la cinquantaine de membres du

23. Voir par exemple les déclarations de Wen Jiabao lors d'une tournée au Guangdong (*IHT* 16 juin 2010).

Comité central qui sont des « fils de princes », c'est-à-dire les descendants respectés et influents des compagnons de Mao Zedong. C'est ainsi que la priorité avait d'abord été donnée à la relance économique en 2008-2009, avant d'évoluer par la suite vers les politiques sociales et de développement de l'Ouest. Au fil du temps, le très réformiste Premier Ministre Wen Jiabao avait perdu de l'influence au profit du Président Hu Jintao qui pourrait être tenté de faire durer sa domination au-delà de la date prévue.

Leur succession a été intelligemment préparée depuis quelques années, et leurs successeurs probables, Xi Jinping et Li Keqiang, paraissent bien choisis. Tous deux ont une solide expérience de dirigeant provincial et un caractère bien trempé, peut-être même plus affirmé que celui de leurs deux prédécesseurs. La biographie de Xi Jinping est particulièrement originale tant par les choix personnels - il a gravi à peu près tous les postes à partir du plus bas et épousé une chanteuse - que par son ascendance - il est le fils d'un dirigeant de haute valeur que Mao avait très tôt mis à l'écart et qui avait par la suite défendu le printemps de mai 1989 - et par ses liens très apparents avec les autres « fils de princes », notamment le remarquable Bo Xilai, le patron de Chongqing, et certains commandants militaires comme Liu Yuan, un fils de Liu Shaoqi²⁴. Li Keqiang, lui, est assez populaire auprès des appareils provinciaux de l'intérieur - pour le meilleur et pour le pire, car il a été impliqué dans le scandale du sang contaminé du Henan durant les années quatre vingt-dix. Ces deux dirigeants, que doivent épauler plusieurs autres

24. Jean-Luc Domenach : « Chine : le successeur et la succession », *Politique internationale*, printemps 2011.

nouveaux élus, ont donc pour eux une expérience substantielle et des relations nombreuses dans le Parti comme dans l'armée. Un autre avantage est en même temps un inconvénient : ce sont des produits typiques de l'appareil, qui vivent depuis des décennies dans un milieu confiné qu'ils connaissent donc très bien. On peut penser qu'ils possèdent les qualités nécessaires pour manœuvrer entre les factions, voire leur imposer trêves et compromis. S'ils savent coopérer, ils bénéficieront, en la matière, du fait que Xi Jinping est surtout puissant à Shanghai et dans les provinces côtières, plutôt orientées vers le commerce international, et Li Keqiang dans les provinces de l'intérieur, très demandeuses de politiques sociales et de nouvelles infrastructures. Mais ce qui leur manque, c'est, outre la fréquentation des simples gens et une expérience internationale, un programme répondant clairement aux deux nécessités de l'heure : le passage à l'économie de consommation et une réponse aux grands problèmes sociaux.

UNE GRANDE PUISSANCE...

En matière de politique étrangère, ces deux dirigeants vont disposer d'immenses moyens nouveaux issus du triomphe économique des années 2000. En cela, le triomphe économique chinois est totalement différent de celui, équivalent en quantité, qu'enregistrèrent il y a quelques décennies les économies japonaise, taïwanaise et coréenne. En effet, il a été conduit par des dirigeants dont, depuis le début du mouvement révolutionnaire nationaliste, l'objectif final, fort ambitieux, est politique : atteindre le plus haut niveau mondial. Lucides, ils savent que la baisse de leur taux de croissance est inéluctable à

terme, mais en attendant ils engrangent tous les avantages que leur apporte un progrès encore rapide.

Voici une liste très incomplète de ces avantages : un déploiement commercial massif et désormais universel, procurant des entrées nouvelles dans des pays que la Chine n'avait pas vraiment abordés auparavant (la Chine est par exemple devenue l'un des principaux partenaires du Brésil et de l'Afrique du sud !) ; une masse énorme de réserves de change de plus de deux mille milliards d'Euros dont une partie investie en dollars pèse sur le Trésor américain, et des disponibilités financières qui permettent investissements et prêts partout où des matières premières, et en particulier du pétrole, sont disponibles ; une présence diplomatique, donc, beaucoup plus dense dans le monde entier, qui organise de nombreuses missions de dirigeants ; des budgets militaires en progression régulière (15,9 % par an entre 1999 et 2008²⁵) qui vont surtout à l'amélioration des matériels de transmissions et aux trois domaines prioritaires que sont la marine, l'aviation et la guerre de l'espace ; un appareil d'espionnage, notamment électronique, remarquablement puissant et précis, tout particulièrement orienté vers les domaines scientifique et technologique ; enfin, depuis quelques années, un équipement de « soft power » de plus en plus actif, notamment au travers des « Instituts Confucius » qui organisent l'enseignement de la langue chinoise pour trente millions d'étudiants dans le monde.

Cette augmentation des moyens disponibles est d'autant plus efficace que le régime politique chinois conserve son unité de commandement et une discipline au moins

25. *LM* 7-8 mars 2010.

approximative. La domination du PCC sur l'appareil d'Etat et en particulier sur la diplomatie, et les autres appareils spécialisés demeure complète tant à Pékin que dans les capitales étrangères. Ainsi, chaque ambassade fonctionne en fait sous l'autorité d'un comité du Parti dirigé par un secrétaire qui n'est pas forcément l'ambassadeur, et qui commande aussi bien les diplomates que les autres agents officiels ou non, parmi lesquels les journalistes accrédités. La seule institution qui peut par moment échapper à cette domination du PCC est l'armée, dont les relations avec Hu Jintao n'ont pas toujours été faciles, et dont les services de renseignement sont largement autonomes...

L'addition de moyens matériels nouveaux à une pratique et une discipline inchangées a engendré des résultats dans l'ensemble remarquables. Par rapport à la situation qui prévalait encore au début des années deux mille, le statut politique de la Chine s'est transformé : de puissance régionale, elle est devenue une grande puissance mondiale. Elle en a les préoccupations - aucun sujet n'échappe désormais à son attention et à la curiosité de ses diplomates ou de ses journalistes et elle prend plus ou moins clairement parti sur la plupart d'entre eux. Elle en a aussi le langage car elle n'hésite pas à morigéner vertement tel ou tel dirigeant américain ou européen - par exemple Nicolas Sarkozy, auquel les diplomates chinois ont voulu « donner une leçon » sur le Tibet²⁶. Elle en a le statut : membre permanent du Conseil de Sécurité, elle pèse sans complexe sur les débats du G8 - et du G20 qu'elle lui préfère - sans hésiter à refuser le plus publiquement

26. AFP, 3 avril 2009.

du monde toute concession publique sur la valeur de sa monnaie en arguant sans complexe de sa position de force. Il n'est d'ailleurs pas interdit d'imaginer qu'un jour apparaisse le G2 sino-américain que Zbignew Brzezinsky a proposé²⁷. Cette arrogance croissante dont l'expression paraît parfois remonter du fond des siècles commence seulement à poser problème dans les rapports avec quelques rares pays comme la Norvège (siège du comité Nobel qui a primé le dissident chinois Liu Xiaobo au printemps 2011). Elle ne rencontre à l'heure actuelle qu'un véritable obstacle dans l'appareil chinois : la prudence d'un certain nombre de diplomates expérimentés qui rappellent l'immense supériorité scientifique et militaire des USA et qui imposent encore un usage prudent du veto chinois au Conseil de Sécurité.

En revanche, le déploiement de la puissance chinoise rencontre deux limites objectives. La première est régionale. Plus la Chine monte en puissance et plus elle suscite la méfiance de ses voisins, qui ont tous à un moment ou l'autre eu des difficultés avec elle, en particulier à cause de contentieux territoriaux. Si le Japon a quelque peu baissé sa garde depuis sa récente catastrophe nucléaire, les autres pays réarment, Vietnam en tête, et l'on voit clairement se préparer une rivalité sino-indienne qui sera certainement l'un des axes majeurs des relations internationales durant la suite de notre siècle. En la matière, la Chine surpuissante d'aujourd'hui paie assez cher les mauvais souvenirs et les craintes qu'elle inspire encore à ses voisins.

Une deuxième limite, d'ordre idéologique, n'a que partiellement disparu. Car s'il est vrai que la fraternité

27. *FT* 13 janvier 2009.

idéologique ne compte plus guère pour Pékin depuis la fin du bloc soviétique et qu'elle habille seulement les relations avec Cuba ou la Corée du nord, une seconde fraternité plus réellement inquiétante est inspirée par la peur étonnante que les dirigeants chinois ont du soutien international aux droits de l'homme : c'est la fraternité avec tous les régimes que menace l'application des principes humanistes. C'est ainsi que depuis le printemps 2011 la diplomatie et la propagande de Pékin sont restés à l'écart du mouvement international de soutien aux révoltes du monde arabe, ce qui a d'ores et déjà mis Pékin en difficulté...

... AUX PIEDS D'ARGILE

Mais les grandes faiblesses du géant chinois sont d'ores et déjà et seront de plus en plus d'ordre intérieur.

C'est peu de dire que la population chinoise n'est guère mobilisée par le rêve de grandeur de ses dirigeants. Elle est certes nationaliste, et se plaît à exiger que les dirigeants étrangers respectent les siens ou à critiquer ses responsables pour ne pas de faire assez respecter. Mais elle ne les respecte guère à son tour, et ne leur obéit qu'à la condition de recevoir des augmentations de niveau de vie rapides et prévisibles. Il est vrai que les dirigeants chinois n'obéissent guère aux grandes disciplines patriotiques : ils font sortir leurs parents ainsi que des masses d'argent à l'étranger et se font très souvent naturaliser Américains, c'est tout de même plus sûr. La population, elle, trafique aux frontières quand elle le peut, évite la plupart de ses obligations fiscales et se consacre tout entière à l'élévation de son revenu.

Son obéissance est étroitement liée à son sort matériel. Or, on l'a dit, la phase glorieuse de l'économie de production

et d'exportation commence à décliner, et l'on voit s'approcher le moment où déclinera l'augmentation des revenus des particuliers - et aussi ceux de l'État... Le régime devra dès lors mettre en place une économie de marché et pour cela, on l'a dit, généraliser leurs politiques sociales. Or celles-ci ne font pas l'unanimité à l'intérieur du régime, et pour cause. En schématisant, disons qu'une large part de l'appareil du Parti de la Chine des côtes s'intéresse beaucoup plus à la relance des exportations qu'à la distribution d'aides sociales aux plus défavorisés et à la diffusion de l'économie de consommation dans l'ensemble du pays. Nombre de politiques se méfient aussi des conséquences de ce type d'économie sur la domination du Parti et sur la morale sociale - puisque aussi bien l'économie de production est beaucoup plus favorable à la discipline politique et sociale.

Tout laisse donc à penser que la fatalité de la consommation ne s'imposera que de façon difficile et heurtée en Chine, et que les difficultés internes distrairont une bonne partie de l'attention des dirigeants. Il faudra tout particulièrement suivre de près les heurts entre les deux grandes métropoles, Pékin et Shanghai, l'une et l'autre poussant des politiques différentes. Mais les effets de l'économie de consommation seront encore plus défavorables à la grande politique étrangère des dirigeants chinois. En effet, ils ajouteront aux mutations sociales déjà engagées quatre évolutions dangereuses pour le pouvoir. Tout d'abord, l'appareil de production deviendra plus complexe et moins aisé à dominer. Ensuite, le consommateur passera progressivement au centre de la société, ce qui renforcera sa capacité de juger le pouvoir et éventuellement de lui résister. Enfin la frontière avec l'étranger s'érodera progressivement : la Chine sera plus

ouverte aux modes venues d'Occident, et moins prête qu'aujourd'hui à partager le vocabulaire souvent agressif et revanchard que ses autorités utilisent à l'égard de l'Occident. Enfin, et peut-être surtout, les résultats économiques deviendront inévitablement plus dépendants de facteurs peu prévisibles affectant le marché mondial ou le marché chinois, ce qui sera source de mécontentement dans une société avide de sécurité.

Le sens des événements probables paraît donc clair : à mesure qu'elle passera d'une économie de production à une économie de consommation - mais le rythme de cette transition est totalement imprévisible -, la Chine connaîtra des évolutions sociales qui devraient générer une politique moins militante à l'extérieur et probablement plus contestée, voire plus fragile à l'intérieur. On pourrait assister par exemple à la réouverture plus ou moins discrète du dossier lourd et complexe d'un éventuel fédéralisme intérieur, et donc de l'autonomie des provinces et des grandes villes face au pouvoir central. La ligne de la politique étrangère pourrait donc devenir moins affirmatif et plus coopérative. Mais, entre-temps, il est vrai, ce pays serait devenu beaucoup plus puissant et son autorité, bien mieux reconnue dans le monde d'aujourd'hui...

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur www.institutdiderot.fr

Les publications de l’Institut Diderot

Dans la même collection

L’avenir de l’automobile

Louis Schweitzer

Les nanotechnologies & l’avenir de l’homme

Etienne Klein

L’avenir de la croissance

Bernard Stiegler

L’avenir de la régénération cérébrale

Alain Prochiantz

L’avenir de l’Europe

Franck Debié

L’avenir de la cybersécurité

Nicolas Arpagian

L’avenir de la population française

François Héran

L’avenir de la cancérologie

François Goldwasser

L’avenir de la prédition

Henri Atlan

L’avenir de l’aménagement des territoires

Jérôme Monod

L’avenir de la démocratie

Dominique Schnapper

L’avenir du capitalisme

Bernard Maris

L’avenir de la dépendance

Florence Lustman

L’avenir de l’alimentation

Marion Guillou

L’avenir des humanités

Jean-François Pradeau

L'avenir des villes

Thierry Paquot

L'avenir du droit international

Monique Chemillier-Gendreau

L'avenir de la famille

Boris Cyrulnik

L'avenir du populisme

Dominique Reynié

Les Notes de l'Institut Diderot

L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert

Emmanuel Halais

Le futur de la procréation

Pascal Nouvel

La République à l'épreuve du communautarisme

Eric Keslassy

Proposition pour la Chine

Pierre-Louis Ménard

L'habitat en utopie

Thierry Paquot

Les Dîners de l'Institut Diderot

La Prospective, de demain à aujourd'hui

Nathalie Kosciusko-Morizet

Politique de santé : répondre aux défis de demain

Claude Evin

La réforme de la santé aux Etats-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ?

Victor Rodwin

Les Entretiens de l'Institut Diderot

L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)

L'avenir de la puissance chinoise

La Chine fascine, non seulement en raison de ses dimensions, de la profondeur de son histoire, de l'ancienneté de sa culture, mais aussi parce qu'elle offre le spectacle de l'histoire en marche. [...]

Désormais, la Chine prétend partager le leadership du monde. Ses produits envahissent les marchés mondiaux, le niveau de vie de ses habitants s'améliore, ses capitales rivalisent d'audaces architecturales avec les villes les plus modernes, elle est le banquier des États-Unis et négocie sa participation au sauvetage de l'Euro.

Ces succès résultent de la coexistence d'une gouvernance politique ferme et centralisée, autour du Parti Communiste Chinois avec une libéralisation très large du champ économique qui a permis de mobiliser énergies et talents autour de la croissance économique et de la reconquête de son rang de grande puissance.

Des résultats acquis si rapidement sont-ils durables ? Jean-Luc Domenach pointe les faiblesses du modèle : la voie du rattrapage par rapport à l'Occident était balisée, celle de l'avenir reste à inventer, pour la Chine comme pour ses concurrents, en fonction tant des évolutions déjà enregistrées que des défis démographiques et écologiques nouveaux qui se posent à l'ensemble du monde.

Jean-Claude Seys

Président de l'Institut Diderot



“

Sinologue et politologue, Directeur de recherches
au Centre d'Etudes de Relations Internationales
(CERI-Sciences Po-CNRS UMR 7050).

Jean-Luc Domenach

La présente publication ne peut être vendue



FONDS DE DOTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE REGI PAR LA LOI N°2008-776 DU 4 AOUT 2008 - SIRET N° 513 746 651 00019
11, place des 5 martyrs du lycée Buffon 75014 Paris / T. +33 (0)1 53 10 65 60 / F. +33 (0)1 53 10 65 36
contact@institutdiderot.fr / www.institutdiderot.fr